

**2 3 ...!!!!!!... Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du
POUR LA MISE À NIVEAU DE LA PLATEFORME DES RESSOURCES TECHNOLOGIQUES DE L'AGENCE
VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI).**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'augmentation d'une offre quantitative et qualitative d'information à destination de l'opinion publique nationale et internationale, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert Pour la mise à niveau de la plateforme des ressources technologiques de l'Agence Virtuelle d'Information (AVI) dans le BIP du MINCOM exercice 2025.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent le matériel informatique ci-après ;

- Interconnexion des équipements du MINCOM à travers des liaisons sécurisées entre les différents sites.
- Echange des données entre les sites distants de manière sécurisé.
- Interconnexion site-à-site via du matériel hardware VPN et un système logiciel de type firewall ou routeur VPN. Il sera utilisé la technologie IPsec (Internet Protocol Security), défini par l'IETF comme un cadre de standards ouverts pour assurer des communications privées et protégées sur des réseaux IP, pour sécuriser l'ensemble des flux réseaux qui passent d'un site à un autre.
- Partage des données de manière permanente.
- Sécuriser le réseau du MINCOM

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte 01 seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-quinze millions (95.000.000) de francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours soit trois (03) mois à livrer au Ministère de la Communication. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en matière fourniture de matériel informatique et disposant d'un agrément.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le BIP MINCOM, Exercice 2025, ligne d'imputation budgétaire n°59 17 013 02 330003 524211.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à un million neuf cent mille (1 900 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un

organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Francs CFA cent mille (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le mercredi 20 Aout 2025 à 12 Heure.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » en plus de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025,du..... RELATIF À LA MISE À NIVEAU DE LA PLATEFORME
DES RESSOURCES TECHNOLOGIQUES DE L'AGENCE VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI) DU
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

En ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde

entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous pli scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, au plus tard le mercredi 20 Aout 2025 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du RELATIF À LA MISE À NIVEAU DE LA PLATEFORME
DES RESSOURCES TECHNOLOGIQUES DE L'AGENCE VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI) DU
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposé sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- La non-présentation de la copie de sauvegarde des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le mercredi 20 Aout 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule Personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du

soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Absence d'un agrément du fabricant ou d'un distributeur agréé pour les ordinateurs ;
- Non satisfaction d'une spécification technique majeure identifiée par le symbole (*) ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques non majeures de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs d'au moins un matériel ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié ou d'un sous détail des prix unitaires dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée avec la mention lu et approuvé ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée avec la mention lu et approuvé ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.3. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- la capacité financière délivrée par une banque, au moins cinquante millions (50 000 000) de Francs CFA ;
- Le Délai de livraison ;
- Le service après-vente :
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun;
 - ✓ Qualifications du personnel d'encadrement ;
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
 - ✓ La garantie du matériel proposé.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, *Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics* ; BP :001 téléphone : 222231351 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le **23 JUIL 2025**
Ministre de la communication

Copies:

- MINMAP/Autorité des Marchés Publics
- ARMP
- Président CIPM concerné
- Affichage chrono



René Emmanuel Jadi

**National Open Invitation to Tender in emergency procedure
N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of 2025 to Upgrade the Technological Resources
Platform of the Virtual Information Agency (VIA)**

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the increase in the quantity and quality of information for the national and international public opinion, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches a National Open Invitation to Tender to Upgrade the Technological Resources Platform of the Virtual Information Agency (VIA) in the MINCOM's Budget Implementation Plan (BIP) for the 2025 fiscal year.

2. Nature of the Service

The service includes the following IT equipment:

- Secure interconnection of MINCOM equipment across different sites through secure links.
- Secure data exchange between remote sites.
- Site-to-site interconnection via hardware VPN equipment and software systems such as firewalls or VPN routers. IPSec (Internet Protocol Security) technology, as defined by the IETF will be used to secure network traffic between sites, ensuring private and protected communications over IP networks, thereby securing all network traffic between sites.
- Permanent data sharing.
- Securing MINCOM's network

3. Cladding Phases / Allotment

This Invitation to Tender involves a single lot

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **ninety-five million (95.000.000) CFA francs**, all taxes included.

5. Estimated execution deadline

The maximum period set by the Project Owner for delivery of supplies under this Invitation to Tender is **ninety (90) days i.e. three (03) months** to be delivered at the **Ministry of Communication**. This period runs from the date of notification of the Administrative Order to commence the service.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is exclusively open to companies or groups of companies established under Cameroon law, competent in the supply of IT equipment and duly accredited.

7. Financing

The services subject of this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Communication, for the 2025 financial year, under budget head No. **59 17 013 02 330003 524211**.

8. Submission method

The bidding method retained for this consultation is **online**.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a stamped, manually-paid bid bond issued by a financial body or institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Minister of Finance, the list of which is found in document No.14 of the Tender File. The amount of the bond is **one million nine hundred thousand (1,900,000) CFA francs**, valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

Failure to produce a bid bond issued by a first-class banking institution or financial body, authorised to issue public contract bonds, by the Ministry of Finance, shall result in the outright rejection of the bid.

A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered absent.

No bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be admissible.

NB: the bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund, in accordance with circular letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted for free at the offices of the PO/DPO during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service PO BOX: 001 Yaoundé, Telephone: 222231351, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file shall be obtained from the Department of General Affairs, Public Contracts Service PO Box: 001 Yaoundé, Telephone: 222231351 after the publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs, payable at the Public Treasury.

The electronic version of the file can also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, the physical or electronic submission shall be subject to the payment of the purchase cost of the Tender File.

12. Submission of Bids

Bids shall be drafted in French or in English and shall be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **Wednesday 20th August 2025, at 12 p.m.**

A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legibly indicated: 'Back-up copy', in addition to the following indication.

**National Open Invitation to Tender in emergency procedure
N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of 3rd July 2025 to Upgrade the Technological Resources
Platform of the Virtual Information Agency (VIA) of the Ministry of Communication
"To be opened only during the bid opening session"**

File size and format

The maximum sizes of the documents that shall be transited on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit back-up copies shall result in the inadmissibility of the candidate's bid.

NB: the original copy of the bid bond, the receipt issued by CDEC and the tender file purchase receipt shall be sent in a sealed envelope to the Public Contracts Service of the Ministry of Communication, central services in Yaoundé, PO Box: 001 Yaoundé, Telephone: 222231351, latest Wednesday 20th August 2025 at 12p.m., local time, with the indication:

**"National Open Invitation to Tender in emergency procedure
N°005_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of to Upgrade the Technological Resources
Platform of the Virtual Information Agency (VIA) of the Ministry of Communication"**

These originals shall only be accepted if the bidder has attached them to their offer submitted on the COLEPS online submission platform or recorded on the digital backup copy in the event of platform malfunction.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline for submission of bids;
- Bids with no indication of the identity of the Invitation to Tender;
- *Bids non-compliant with the bidding method;*
- The absence of a back-up copy of the bids.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the models of the documents of the Invitation to Tender shall cause the outright rejection of the tender without any room for appeal.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in one phase and shall take place on Wednesday 20th May 2025 at 1 p.m. by the Tenders Board of the Ministry of Communication, at the Conference Hall of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building of its central services in Yaounde.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents in the administrative file required shall be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or must have been established after the date of signature of this Invitation to Tender.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria shall entail the rejection of the offer.

These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond and the receipt issued by CDEC at the opening of the bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing at the time the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- The absence of a manufacturer's approval or an approved distributor of computers;
- Failure to comply with a major technical specification identified by the symbol (*);
- Failure to meet 80% of the non-major technical specifications for each piece of equipment;
- Failure to provide a prospectus or colour technical data sheet for at least one piece of equipment;
- Failure to provide a sworn statement that no work has been abandoned in the last three years;
- Non-compliance with the tender file format;
- The absence of the backup copy for online submissions, in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- The absence of a quantified unit price or a sub-detail of unit prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of the integrity charter, dated and signed with the indication 'read and approved';
- The absence of a duly filled and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses, with the indication 'read and approved';
- Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
- Failure to provide evidence of acceptance of the contract conditions.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for qualifying bidders shall for illustrative purposes include:

- Presentation of the offer;
- Bidder's references (list of at least (03) signed and registered contracts over the last (03) years with acceptance certificates);
- Financial capacity issued by a bank, with at least fifty million (50,000,000) CFA francs;
- Delivery deadline;
- After-sales service:
 - ✓ Availability of a spare parts sales store in Cameroon;
 - ✓ Qualifications of supervisory personnel;
 - ✓ Availability of a storage warehouse;
 - ✓ Warranty of the proposed equipment

NB: The system of awarding marks for grading bids shall be binary (yes or no)

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

Any decision to award a public contract by the Project Owner shall be published, with price and deadline indicated in the public contract journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorized journal, notably in COLEPS.

17. Maximum number of lots

This Invitation to Tender involves a single lot.

18. Validity period of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline

for the submission of bids.

19. Additional information

Additional information shall be obtained during working hours from the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Contracts Service: PO Box: 001 Yaounde, Telephone: 222231351, or online on COLEPS platform at the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight against corruption and bad practices

To report corrupt practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers:(+237)673205725 and 699370748.

Yaoundé on 23 JUL 2025
The Minister of Communication

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- ARMP
- President CIPM/MINCOM
- Notice board/File.

